

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. Les relations entre les Etats-Unis, la Corée du sud et la Corée du nord

2. Commandant (Terre) KOO Seung Hwan (la Corée)

3. 1 avril 2005

4. Division B

5. Mémoire de géopolitique

6. L'importance de la péninsule coréenne s'accroît dans la mesure où les grandes puissances cherchent à définir leur politique nationale en fonction de la péninsule. Ainsi, pour les Etats-Unis, étant donné que leurs politiques mondiale et coréenne sont étroitement liées, un rapprochement avec la Corée du Nord est inévitable. Les trois pays sont toujours difficile de se parler facilement parce qu'ils ont des idées tout à fait différents. Comment et Quand est-ce qu'ils peuvent avoir les relations entre eux ?

7. la péninsule coréenne, l'Asie de l'est, la Corée du sud, la Corée du nord, les Etats-Unis



# Les relations entre la Corée du sud , la Corée du nord et les Etats-Unis

Mémoire de géopolitique

du commandant KOO Seung Hwan

Directeur : M. Philippe CONRAD

Avril 2005

Les relations entre la Corée du sud ,la Corée du nord et les Etats-Unis

## SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : La péninsule coréenne en Asie du Nord-Est

Les origines de la division et la guerre de la Corée

La stratégie militaire des quatre puissance dans la region

La recherche des nouveaux rapports de la Corée du Nord avec les puissances

DEUXIÈME PARTIE: L'avenir de la péninsule

La problème nucléaire de la Corée du Nord

Les redéfinitions en Corée du sud

Les relations intercoréennes face aux entraves géopolitiques

Le choix de la Corée

## INTRODUCTION

La Corée est singulière, du point de vue géopolitique, par le fait qu'elle est entourée de trois Pays d'importance déterminante : la Chine, la Russie et le Japon, et que, par voie de conséquence, tout changement politique de grande voisine et, de ce fait, sur ceux des Etats-Unis. Cette position géostratégique de la Corée ainsi que sa richesse agricole en faisaient, lorsqu'elle était affaiblie par des conflits politiques intérieurs, la victime désignée de la convoitise de ses voisins. La Chine fut fréquemment menaçante, mais, en accordant quelques concessions à ce grand pays, les Coréens ont su garder leur unité politique jusqu'au début du XXe siècle.

Le Japon, de tout temps attiré par le continent, a également constitué un danger pour la sécurité de la Corée. Le jeu devint plus compliqué à partir du XIXe siècle en raison de l'installation des Russes en Extrême-Orient. Plus tard, au XXe siècle, il fallut compter avec les Etats-Unis, nouvelle puissance du Pacifique nord. La partition, en 1945, de la péninsule coréenne par les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique, puis la guerre de Corée introduisent en Asie du Nord les jeux d'alliances et l'alignement sur les Etats concernés. Pour aborder les relations de la Corée du Nord avec ses grands voisins, la Chine, la Russie, le Japon et les Etats-Unis, nous commencerons par examiner les origines de la division et de la guerre de Corée. Puis, nous étudierons ses relations extérieures avec les Etats-Unis pendant la guerre froide et, ensuite, dans l'après-guerre froide.

## PREMIERE PARTIE

## LA PENINSULE COREENNE EN ASIE DU NORD- EST

### 11 Les origines de la division et la guerre de Corée

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Corée, pays agricole, ignorant tout de l'expansion du colonialisme et du militarisme japonais en Extrême-Orient, n'était plus en mesure de résister à la menace de pays voisins qui s'étaient alors dotés d'armes modernes. En effet, l'origine géopolitique et historique de la partition de la Corée au niveau du 38<sup>e</sup> parallèle remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dernier, époque à laquelle le Japon, qui avait décrété en novembre 1890 que le centre de sa ligne d'intérêt se situait dans la péninsule coréenne, se mit en quête de prétextes susceptibles de lui permettre d'annexer le pays. Alors que la dynastie coréenne de l'époque avait fait appel à l'armée chinoise pour mater le soulèvement des paysans coréens en 1894, les forces japonaises saisirent l'occasion offerte pour se joindre à l'armée chinoise. Afin d'éviter tout risque d'affrontement entre ces deux armées étrangères, la Grande-Bretagne proposa qu'elles stationnent respectivement au nord et au sud de la péninsule, ce qui aurait constitué un prélude à la division territoriale du pays. Cependant, aucun des deux protagonistes ne tint compte de cette proposition, et les deux armées entrèrent immédiatement en conflit. Cette guerre sino-nipponne aboutit à la victoire du Japon et au traité Shimonoseki, qui, signé le 17 avril 1895 entre les autorités de Tokyo et celles de Pékin, amorça le processus de colonisation de la Corée. D'abord restreinte au domaine économique, la domination japonaise allait ensuite progressivement se faire sentir sur la politique intérieure et la diplomatie. Entre 1896 et 1904, où ils furent confrontés à la poussée puissante de la Russie en Mandchourie et en Corée, les dirigeants japonais négocièrent secrètement avec les Russes le partage militaire de la péninsule coréenne. La ligne de démarcation devait être située au niveau du 38<sup>e</sup> ou 39<sup>e</sup> parallèle ! Cependant, le retournement de l'équilibre en faveur du Japon permit à ce dernier de se montrer de plus en plus exigeant. Avec la victoire de Tokyo en 1905 dans la guerre russo-japonaise, le Japon put étendre sa domination sur tout le territoire de la Corée, qu'il annexait officiellement en 1910.

Les Coréens tentèrent tant à l'extérieur de la péninsule qu'à l'intérieur, par des moyens pacifiques ou par la lutte armée, de libérer leur pays de l'occupation japonaise, combat inégal voué à l'échec. L'impérialisme nippon ne devait être vaincu qu'en 1945, grâce à la coalition des forces alliées.

A la conférence du Caire (novembre 1943), le président américain Roosevelt, le premier ministre britannique Winston Churchill et le maréchal chinois Tchang Kai-chek avaient déclaré que la Corée serait

« en temps voulu » de nouveau libre et indépendante. Lors de la conférence de Yalta (février 1945), durant les négociations concernant les conditions de la participation de Moscou à la guerre contre le Japon, Roosevelt et Staline soulevèrent l'idée d'un régime de tutelle (trusteeship) sur la Corée, ménageant une transition plus ou moins longue avant l'indépendance.

Conformément à l'engagement pris à Yalta, l'Union soviétique, après avoir déclaré, le 8 août 1945, la guerre au Japon, déclenchait une attaque massive et progressait rapidement en Mandchourie, et en Corée, contre l'armée nipponne. L'effet conjugué de l'offensive soviétique et des bombardements atomiques américains des 6 et 9 août sur Hiroshima et Nagasaki amena les autorités de Tokyo à communiquer à leurs homologues de Washington leur acceptation de la déclaration de Postdam (juillet 1945) réclament la capitulation inconditionnelle du Japon. Le décalage entre les dates d'interventions américaine et soviétique en Corée est à l'origine du partage du pays. Le projet de division de la péninsule coréenne au niveau du 38e parallèle en deux théâtres d'opération, les Soviétiques stationnant au Nord et les Américains au Sud, établi le 11 août par le Comité américain de coopération des chefs d'état-major, en fut la conséquence inéluctable. Approuvé le 13 par Truman, et porté par celui-ci le 15 à la connaissance de Staline, qui répond positivement le lendemain, le projet fut transmis le 15 en tant qu' «ordre général n°1 » au général Mac Arthur. A la fin du mois d'août, l'occupation par l'armée rouge de la partie de la péninsule située au-dessus du 38e parallèle était un fait accompli. Le débarquement américain en Corée n'eut lieu que le 8 septembre, un mois après le début de l'intervention soviétique. La ligne de démarcation, qui n'était à l'origine qu'une simple limite administrative provisoire, devait progressivement acquérir le caractère de frontière internationale où s'affronteraient les deux moitiés de la Corée rendues hostiles l'une à l'autre, ainsi que le monde américain et le monde soviétique, dont la rivalité et l'antagonisme ne cessaient de croître. L'occupation militaire du Nord de la péninsule par les Soviétiques entraîna, en septembre 1948, la proclamation de la République populaire démocratique de Corée tandis que, au sud, la République de Corée avait été constituée, un mois plus tôt, sous les auspices des Américains. Depuis, la République populaire démocratique de Corée, ou Corée du Nord, s'oppose encore invariablement à la République de Corée, ou Corée du Sud .

En juin 1950, le régime pro stalinien du Nord tenta d'unir la Corée par la force des armes. La tentative de la Corée du Nord s'appuyait sur un arrière communiste : la Chine populaire et l'URSS. Elle a cependant échoué en raison de l'intervention militaire des Américains en faveur du régime libéral du Sud. Tous les Etats de la région ont réagi par l'alignement et l'alliance : Pékin et Pyongyang par l'alliance avec

Moscou, Taipei et Séoul (ainsi que Tokyo) par l'alliance avec Washington. Le déroulement et la fin de la guerre de Corée, dans laquelle se sont directement affrontés les Etats-Unis et la Chine, ont montré que les grandes puissances étaient très attentives à ne pas se laisser entraîner trop loin. Après cette guerre de Corée, la zone « démilitarisée »- large de 4 kilomètres et longue de 250 kilomètres- qui traverse la péninsule coréenne au niveau du 38e parallèle demeure la frontière la plus étanche qui soit.

## 112 La guerre de Corée

L'histoire de la Corée est marquée de conquêtes successives. En 1945, l'Union soviétique occupe le nord de ce pays, alors que les Etats-Unis contrôlent le sud. Le 38e parallèle est choisi comme ligne de démarcation. On présume à l'époque qu'un pays unifié et indépendant serait créé. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Au nord, les Russes ont établi un régime communiste qu'ils alimentent en armes, tandis que dans le sud, les Etats-Unis ont installé un régime démocratique. La ligne de démarcation se transforme graduellement en une frontière permanente.

En décembre 1948, l'Union soviétique annonce qu'elle retire ses troupes de la Corée du Nord forçant ainsi les Etats-Unis à faire de même en Corée du sud. L'armée sud-coréenne, munie d'armes portatives, de mortiers et dépourvue de chars, d'artillerie lourde ou d'avions, est laissée à la merci des forces nord-coréennes nombreuses et bien armées. Les tensions augmentent entre le nord et le sud. Des patrouilles de la Corée du Nord commencent à envahir la République du Sud et la commission des Nations Unies donne à plusieurs reprises l'alerte d'une guerre civile imminente.

Le 25 juin 1950, les forces armées nord-coréennes franchissent le 38e parallèle pour pénétrer dans la République de Corée. Cet événement marque le début des hostilités qui doivent faire rage pendant plus de trois ans dans ce pays que ses habitants ont baptisé le « Pays du matin calme ». L'importance de cette attaque démontre qu'il s'agit bien là d'une invasion en règle. C'est la première attaque ouvertement lancée depuis la fondation des Nations Unies et leur intervention est d'une grande importance pour prouver sa valeur et sa crédibilité. La réaction internationale à cette nouvelle a la rapidité de l'éclair. A la demande des Etats-Unis, l'ONU se réunit l'après-midi du 25 juin. Elle déclare alors que cette invasion rompt la paix et 16 pays membres réunissent leurs forces pour combattre cette agression. Il apparaît bientôt que les Nord-coréens n'ont aucunement l'intention de se plier à cet ordre. Lorsque ces derniers descendent vers le sud, le président Truman ordonne aux forces aériennes et navales américaines de

soutenir les Sud-coréens par tous les moyens possibles. Il s'agit en fait d'une déclaration de guerre contre les Nord-Coréens. Un commandement des Nations Unies est donc établi à Tokyo, et placé sous les ordres du général américain Douglas MacArthur. Pendant ce temps, les Nord-coréens avancent rapidement dans les vallées de la péninsule coréenne. La capitale de la Corée du Sud, Séoul, est envahie le 28 juin et dès la première semaine d'août, les forces armées de l'ONU débarquent en Corée du sud.

A la mi-septembre 1950 la situation militaire en Corée a changé dramatiquement. Les forces des Nations Unies résistent toujours aux assauts soutenus lorsqu'ils lancent une attaque amphibie audacieuse à Séoul qui leur permette de reprendre possession de la ville. A la fin de la première semaine d'octobre, ils ont repoussé l'ennemi au-delà du 38e parallèle. Les forces des Nations-Unies se déplacent alors vers le nord, franchissent la frontière nord- coréenne, prennent Pyongyang, la capitale, et se dirigent vers le fleuve Yalu, frontière entre la Corée du Nord et la Chine.

Après les nombreux succès des Nations- Unies de septembre à octobre, la fin de la guerre en Corée semble imminente. Cependant, la Chine communiste intervient. Vers la fin d'octobre 1950, six armées chinoises ont déjà franchi le fleuve Yalu et avec un effectif d'environ 180.000 hommes, sont concentrées devant les forces des Nation Unies qui avancent. Engagés dans le plus grand secret, les Chinois ont manoeuvré discrètement, échappant à la surveillance des troupes de front et des unités de reconnaissance aérienne des Nations-Unies. Des prisonniers évadés ont évoqué un rassemblement massif de troupes, mais l'ONU n'en tient pas compte. Au moment où les troupes chinoises grossissent leurs rangs, les forces des Nations Unies continuent leur avance vers le nord, atteignant les positions ennemies principales entre Pyongyang et le fleuve Yalu le 26 novembre. Puis, les Chinois lancent une contre-attaque massive qui transforme l'avance de l'ONU en retraite vers de nouvelles positions le long de la rivière Imjin au nord de Séoul.

A la suite d'offensives chinoises écrasantes, Séoul retombe aux mains des communistes le 4 janvier 1951. Une nouvelle ligne de démarcation est établie à quelque 64 kilomètres au sud de l'ancienne capitale. Le 15 janvier, les troupes des Nations unies bloquent l'offensive sino-coréenne. Dans les environs du 14 mars 1951, les troupes chinoises se retirent sur toute la longueur du front et Séoul est aussitôt repris par les troupes sud-coréennes. Entre temps, la question de franchir le 38e parallèle est chaudement débattue

tant dans les milieux militaires que politiques. Vers la fin du mois de mars, les Sud-coréens franchissent de nouveau ce même parallèle. Les Américains font de même quelque temps après.

Le renvoi du général Mac Arthur, remplacé par Ridgway, correspond à un nouveau choix stratégique. Dans la nuit du 22 au 23 avril, les forces chinoises et nord-coréennes attaquent dans les secteurs ouest et centre ouest, ce qui oblige les forces adverses à se replier vers le sud. Le 16 mai, une nouvelle offensive des troupes communistes est repoussée, 5 jours après, par les Nations unies. Au cours de l'été 1951, à la demande des communistes, on entreprend des négociations pour un cessez-le-feu. Durant la conférence, trois interruptions sont faites par les communistes. La ligne de démarcation définie par l'accord d'armistice coïncide à peu près avec le front des opérations. Les négociations entreprises ultérieurement pour la conclusion d'un traité de paix échouent. Ce n'est que le 27 juillet 1953 que les pourparlers en vue de l'armistice sont signés. Ceci met fin à trois ans de combats. La trêve qui suit n'est pas facile et la Corée demeure un pays divisé.

## 12 La stratégie militaire des quatre puissances dans la région

### 121 Les Etats-Unis

Les Etats-Unis, compte tenu de l'importance qu'ils accordent à l'Asie du Nord-est, maintiennent la politique de l'engagement actif avec 100.000 hommes en Asie Pacifique. Par ailleurs, ils changent même la stratégie de win-win établie dans un nouveau plan de défense depuis 1993 à la suite du changement du contexte de la stratégie mondiale et réévaluent la capacité de leurs forces en cas de guerre.

Dans le but d'établir le système de la coopération et de la sécurité multilatérales susceptible de préserver leur position dominante dans la région, les Etats-Unis renforcent les diverses coopérations dans le domaine de l'économie et de la sécurité et promeuvent la stratégie « engagement et agrandissement ». De surcroît, ils proposent la mise en place d'une communauté néo-Pacifique centrée sur la Coopération économique Asie Pacifique comme organisation de consultation multilatérale sur la sécurité régionale.

Les Etats-Unis ont abandonné la politique de blocus contre l'ex-URSS. Mais ils maintiennent leurs stratégies fondées sur les trois piliers : les forces disposées avancées, les forces de renfort et le système de défense collective avec leurs alliés de la région, puisque, en Asie Pacifique, des conflits militaires sont

toujours possibles du fait de la grande disparité militaire entre les pays de la région, de la confrontation politico idéologique existante et des intérêts nationaux de chacun. C'est pourquoi le président Clinton s'est engagé pour le maintien d'une présence américaine en Asie du Nord-Est militairement crédible afin de prévenir les conflits militaires dans la région.

D'ailleurs, les Etats-Unis considèrent la péninsule coréenne comme le point d'appui principal de leur stratégie de la région Asie Pacifique. Ils considèrent aussi que la politique de provocation de la Corée du Nord contre la Corée du Sud et le développement des armes nucléaires de la Corée du Nord font peser une réelle menace sur la sécurité de la péninsule. Ils favorisent donc le renforcement de la coopération militaire avec le gouvernement sud-coréen.

Néanmoins, les Etats-Unis ont changé plusieurs points importants de leur stratégie militaire. Ils se sont attachés à réduire les dépenses militaires et à mettre en œuvre des opérations militaires plus économiques. Cette politique s'appliquant ainsi à la région de l'Asie du Nord-Est, les Etats-Unis adoptent une nouvelle stratégie de sécurité qui cherche l'efficacité maximale des forces déployées grâce à une utilisation plus rationnelle du budget militaire.

En tenant compte de la nécessité de ramener le calme dans cet endroit et de réduire les dépenses militaires, les Etats-Unis diminuent l'importance des forces déployées dans la région et précisent les interventions jugées indispensables au contrôle de la situation militaire. Ainsi, les Etats-Unis s'appuient sur le renforcement des forces rapides, équipées d'armes ultramodernes, et qui pourraient être engagées instantanément dans un combat régional. Enfin, les systèmes de défense collective en collaboration avec les alliés locaux ne sont pas limités à une zone géographique précise. Les Etats-Unis réorganiseront ces systèmes de sécurité en répartissant les responsabilités et les rôles dans la défense stratégique entre les pays alliés.

## 122 La Russie

La Russie s'applique à surmonter les tensions au sein de la CEI (Communauté des Etats indépendants) et ses propres instabilités politique, économique et sociale. Elle concentre tous ses efforts sur la stabilité et

le rétablissement de sa force nationale. Une fois sa situation interne rétablie, elle essaiera de retrouver son influence en Asie Pacifique et en particulier sur la péninsule coréenne.

En abandonnant la politique de l'extension de son influence grâce à une présence militaire massive poursuivie par l'ex-URSS, la Russie a adopté la stratégie défensive centrée sur la sauvegarde de son propre territoire. Elle fait donc des efforts pour apaiser les tensions en Asie Pacifique et favoriser la stabilité dans cette région, en réduisant graduellement ses forces situées en extrême Orient, s'abstenant d'intervenir dans les conflits militaires régionaux, réduisant ses bases militaires et ses activités opérationnelles. Elle favorise aussi les échanges militaires avec d'autres pays et instaure l'organisation d'une sécurité collective pan régionale. Néanmoins, la Russie n'a pas changé son objectif principal de maintenir sa position en tant que puissance en Asie Pacifique, comme à l'époque de l'ex-URSS. L'évaluation du niveau des forces russes déployées en Extrême-Orient reste le même, avec des capacités d'intervention rapides, car facilement disponibles et capables d'être renforcées fortement et rapidement en cas d'urgence. La Russie continuera à se concentrer sur le renforcement de ses forces militaires, en particulier sur les armements les plus récents, afin de maintenir sa capacité militaire et de préparer sa stratégie future. Ainsi, malgré une réduction des fonds de recherche et développement, un certain nombre de nouveaux avions sont prévus. Trois nouveaux chasseurs sont en développement .

Face à l'élargissement de l'OTAN et la mise en forme du système national de défense anti-missiles lancé par les Etats-Unis, la Russie est inquiète pour sa sécurité. En même temps, elle met un frein à la monopolisation hégémonique des Etats-Unis sur la scène internationale par sa coopération stratégique avec la Chine. Par ailleurs, en renforçant les mesures de confiance dans le domaine militaire par la visite annuelle réciproque des responsables et ses exercices militaires avec le Japon, la Russie veut améliorer la sécurité régionale.

Par ailleurs, l'attitude de la Russie à l'égard de la Corée du Sud est en plein changement après la normalisation des relations russo-coréennes. Elle use de diplomatie pour ramener la paix dans la péninsule coréenne, en rééquilibrant ses rapports avec les deux Corées, en accord avec les efforts internationaux pour prévenir la réapparition de la guerre dans la péninsule et empêcher le développement des armes de destruction massive de la Corée du Nord.

Même après l'écroulement de l'ex-URSS et des régimes communistes européens, la Chine cherche à garder et à développer son système socialiste. Elle se concentre sur la mise en mouvement des quatre grands projets de modernisation sur les plans agricole, industriel, de la défense nationale et de la technologie, afin d'acquérir la position d'une véritable puissance régionale. Pour effectuer ces projets, elle s'efforce d'équilibrer sa situation sur le plan de la sécurité intérieure et régionale, d'améliorer sa propre position internationale et d'augmenter les dépenses militaires nécessaires pour posséder des forces militaires conformes à sa posture internationale.

Par la modernisation de la force militaire, grâce à l'accroissement continu de l'économie, la Chine renforce sa position régionale et développe la zone de la Grande Chine, grâce à sa capacité de projection de ses forces militaires vers les pays étrangers. Par ailleurs, face au problème de Taiwan et à la formation du « principe de la coopération de la nouvelle défense américano-japonaise », elle essaie d'éviter l'accroissement de l'influence américaine dans la région et celle des forces militaires japonaises .

La Chine poursuit activement sa politique de maintien de la paix internationale et de défense de ses intérêts nationaux fondée sur les relations coopératives avec les pays occidentaux et sur les relations d'amitié rétablies avec les pays de la CEI. Malgré la fin de la guerre froide, elle insiste toujours sur la sécurité et la croissance de sa force nationale. En augmentant ses dépenses militaires de plus de 10% par an, elle s'appuie sur une amélioration qualitative des forces, surtout navales et aériennes.

Les stratégies chinoises privilégient deux tendances majeures. D'une part, ils concentrent leur attention sur les conflits régionaux qui seraient de nature à affecter directement ou indirectement la sécurité de la Chine. D'autre part, ils étudient les caractéristiques d'une capacité de réaction rapide destinée à faire face à ces éventualités . La Chine renforce la poursuite de la modernisation des capacités défensives dans quelques domaines: les transmissions, la mobilité et la défense aérienne. Afin d'assurer un contexte de sécurité stable qui lui permet de concentrer ses forces sur le développement de l'économie, la Chine essaie d'établir des rapports de confiance mutuelle par l'établissement de relations de partenariat avec les pays voisins et participe à l'esquisse de la coopération sécuritaire multilatérale.

La politique du gouvernement chinois à l'égard de la péninsule coréenne a beaucoup changé par rapport au passé dans le domaine politique et économique. La politique militaire est orientée vers la baisse des tensions et la prévention de la reprise de la guerre dans la péninsule. Cependant, elle maintient les

rapports d'amitié et de coopération avec la Corée du Nord. En principe, la Chine soutient la dénucléarisation de la péninsule coréenne et s'oppose au développement des armes nucléaires de la Corée du Nord. En espérant que ce problème sera résolu pacifiquement par le dialogue, elle a fait divers efforts en tant que médiateur.

En ce qui concerne sa position militaire, la Chine maintient sa stratégie principale d'exercer son influence sur la région Asie Pacifique et de récupérer Taiwan. Par conséquent, elle s'appuie sur la construction des forces stratégiquement nécessaires pour atteindre ces buts, en étendant son influence internationale. Profitant de la normalisation des relations avec les pays de la CEI, elle se concentre sur l'introduction des armes ultramodernes telles que les chars de combat T - 72, les avions de combat MIG-29/31, SU-27/24. De plus, elle a amélioré sa capacité de projection des forces militaires à l'étranger, en développant des armes performantes et en lançant la construction de porte-avions.

## 124 Le Japon

Quant au Japon, sa politique repose sur deux grands piliers: la capacité des forces d'autodéfense et le système d'opération combinée nippo américaine. En maintenant les relations de l'alliance avec les États-Unis au travers de la «nouvelle déclaration américano-japonaise» et du «principe de la coopération de la nouvelle défense américano-japonaise », le Japon veut élargir, à long terme, son rôle politico-militaire dans la région par le renforcement de sa technique de pointe.

Le Japon maintient sa politique de sécurité orientée vers l'augmentation de son rôle actif dans les domaines politique, économique et militaire. Cherchant à obtenir sa position internationale en tant que puissance, il s'efforce de devenir un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies. Afin d'offrir son aide financière et militaire pour favoriser le renforcement de la sécurité internationale, le Japon multiplie la participation de ses forces d'autodéfense aux PKO . De plus, le Japon fait divers efforts visant à l'établissement du système de sécurité et de coopération multilatérales pour prévenir les conflits régionaux et avoir la capacité de contrôler des crises. Il cherche à renforcer ses moyens militaires afin de rendre sa défense indépendante, accroître ses capacités d'opération combinées avec les États-Unis et se doter de forces armées nécessaires pour la coopération militaire avec les Nations unies.

A la lumière des leçons historiques du passé et de l'actuel environnement intérieur et international, le Japon s'abstient de renforcer excessivement ses armes et continue sa politique de défense fondée sur sa Constitution pacifique, sur le système de sécurité américano-japonais et sur le concept de défense pure. Tout en maîtrisant sa politique de grande puissance militaire pour ne pas susciter la méfiance des pays voisins, le Japon élargit peu à peu son rôle militaire, conformément à la politique d'assurance de la sécurité internationale de l'ONU et des États-Unis, par la concentration qualitative de ses forces militaires selon les trois principes de la non nucléarisation (pas de production, pas de possession et pas d'introduction). Par ailleurs, par la création de lois internes ou leur révision, il concrétise ses relations de coopération avec les États-Unis dans ce domaine et en même temps poursuit graduellement l'élargissement de sa zone d'opérations militaires de la région de l'Asie du Nord-est à celle de l'Asie Pacifique.

Le Japon perçoit que la stabilité et la paix dans la péninsule coréenne influencent directement sa sécurité et ses intérêts. Il s'efforce donc de favoriser l'installation de la paix et de la stabilité dans la péninsule, en renforçant les rapports de coopération nippo-coréens. Profitant de la normalisation des relations entre la Corée du Sud et les pays voisins, la Russie et la Chine, et de la réalisation de l'entrée simultanée de la Corée du Sud et de la Corée du Nord aux Nations unies, le Japon entreprend l'établissement de relations diplomatiques avec la Corée du Nord, même si la question nucléaire nord-coréenne se pose sans cesse<sup>29</sup>. Pour prévenir le développement nucléaire de la Corée du Nord, le gouvernement japonais coopère étroitement avec Séoul et les organisations internationales, y compris l'AIEA et l'ONU.

### 13 La recherche des nouveaux rapports de la Corée du Nord avec les grandes puissances

La fin de la guerre froide sur le plan international et l'apparition du «problème nucléaire nord-coréen» au début des années quatre-vingt-dix ont modifié sensiblement les orientations de la politique extérieure de Pyongyang. Si, jusqu'au milieu des années quatre-vingt, la Corée du Nord s'efforçait de consolider les «forces révolutionnaires internationales» pour créer un environnement extérieur favorable à une réunification sous le drapeau rouge, assurer la survie même du régime devenait désormais le principal objectif de la diplomatie de Pyongyang dès la fin de la décennie. Les Nord-coréens qui, avec l'effondrement de l'Union soviétique, ne possèdent plus d'allié susceptible de s'opposer en cas de conflit aux États-Unis, devenus l'unique superpuissance depuis la fin de la guerre froide, ont commencé à

négocier directement avec ces derniers sur les questions sensibles comme le nucléaire et les missiles, tout en refusant une réconciliation avec les autorités de Séoul.

### 131 le relâchement des rapports avec la Chine et la Russie

L'isolement de la Corée du nord a commencé à se faire sentir de façon sérieuse avec la tenue des jeux Olympiques d'été de 1988 à Séoul et le développement rapide des relations entre les pays socialistes et la Corée du Sud après cet événement. En mars 1990, plusieurs pays «frères» de Pyongyang – Tchécoslovaquie, Bulgarie et Mongolie - ont établi des relations diplomatiques avec Séoul. A la fin de septembre, c'est au tour de l'URSS de normaliser ses relations avec la Corée du Sud. En outre, les Chinois, beaucoup plus prudents que les Soviétiques dans l'amélioration de leurs relations officielles avec les autorités sud-coréennes, pour des raisons de pragmatisme géopolitique notamment (la Chine, semble-t-il, ne tient pas à voir s'effondrer à sa porte une Corée du Nord qui serait «rachetée » par le Sud, où sont stationnés environ quarante mille soldats américains), décident, en octobre de la même année, d'échanger avec Séoul des missions commerciales permanentes qui auront des fonctions consulaires limitées. De plus, l'effondrement de l'Union soviétique et l'évolution de la Chine, qui ont conduit Moscou puis Pékin à exiger des autorités de Pyongyang qu'elles règlent, à partir de l'année 1991, leurs importations - notamment de pétrole - en devises convertibles, ont contribué à étrangler une économie déjà en difficulté, en provoquant la chute des échanges extérieurs de la Corée du nord et l'aggravation du déficit énergétique et alimentaire.

La normalisation des relations entre Moscou et Séoul, engagée depuis le sommet Gorbatchev-Roh Tae-woo, à San Francisco, en juin 1990, et l'effondrement de l'Union soviétique ont rejeté la Corée du Nord vers la Chine. Dès le début des années quatre-vingt-dix, la Russie se rapprochait de la Corée du Sud en diminuant l'aide économique et militaire aux autorités de Pyongyang. L'offre russe aux autorités de Séoul d'accéder, en 1994, aux archives du Kremlin sur la guerre de Corée, révélant la responsabilité de Kim Il-sung dans l'initiative du conflit, a aggravé davantage les rapports russo-nord-coréens. À partir du milieu des années quatre-vingt-dix, la Russie a cependant commencé à réexaminer peu à peu sa politique extérieure avec les deux Corées. Elle n'avait d'abord pas obtenu un résultat escompté dans ses relations économiques avec le Sud et ressentait également un certain désintérêt de la part des autorités de Séoul et de Washington. L'expulsion, en juillet 1998, d'un diplomate sud-coréen par les autorités de Moscou, qui a immédiatement provoqué en retour celle d'un diplomate russe par les autorités de Séoul, a symbolisé le

mécontentement des Russes à l'égard des Sud-coréens, qui, à leurs yeux, sous-estiment le rôle qu'ils peuvent jouer pour consolider la paix et la stabilité en Asie du Nord-Est. Les négociations russo-nord-coréens, engagées depuis 1997, pour la conclusion d'un nouveau traité qui remplacera le Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle soviéto-nord-coréen, traduisent le réajustement de la politique extérieure de Moscou à l'égard des deux Corées. Les Nord-Coréens, qui se méfiaient de la nouvelle Russie de Boris Eltsine, ont également commencé à réexaminer, à partir du milieu des années quatre-vingt-dix, leurs relations avec les Russes pour contrebalancer l'influence des Américains dans la région de l'Asie du Nord-Est.

Inversement, la Chine a su habilement ménager les susceptibilités des Nord-Coréens, en leur accordant une aide importante, tout en améliorant graduellement ses relations avec la Corée du Sud. Si les relations sino-nord-coréennes ont connu quelques années de relâchement après la mort de Kim Il-sung en 1994, la visite, en juin 1999, de Kim Yeong-sam, président du présidium de l'Assemblée populaire suprême, à Pékin manifeste la volonté de la Corée du Nord de resserrer ses liens avec son allié chinois.

#### 132 le dialogue direct avec les Etats-Unis

Depuis la fin de la guerre froide, l'établissement des relations diplomatiques de Moscou puis de Pékin avec Séoul condamne la Corée du Nord à un isolement à peu près total sur la scène internationale. L'intention de la Corée du Nord de se doter de l'arme atomique pour assurer sa survie dans une situation où elle ne peut plus compter, comme auparavant, sur l'URSS - puis la Russie - pour se procurer des armes sophistiquées suscite une grande inquiétude dans la communauté internationale, notamment aux États-Unis, en Corée du Sud et au Japon. Le refus de Pyongyang de laisser inspecter ses sites nucléaires, hautement suspects, par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) amplifie le doute sur son intention et sa capacité de production de l'arme nucléaire. Les Nord-Coréens obligent ainsi les Américains à s'engager dans des négociations bilatérales sans précédent. L'objectif de la politique extérieure de la Corée du Nord dans les années quatre-vingt-dix consiste désormais à obtenir de la part de Washington la reconnaissance diplomatique et la fin des restrictions datant de la guerre froide dans les relations économiques, tout en excluant les autorités de Séoul de la table des négociations afin de prévenir toute influence «pernicieuse» de leur part sur la vie politique intérieure du pays.

En février 1990, des chercheurs japonais de l'université Tokaï ont annoncé avoir identifié le site de construction d'une centrale nucléaire à Yeongbyeon, à 90 kilomètres au nord-est de Pyongyang, sur une photographie prise en septembre 1989 depuis un satellite d'observation du Centre français d'études spatiales. Avec la préoccupation de Washington de voir le régime de Kim Il-sung se doter de l'arme nucléaire, une nouvelle source de conflit a surgi au cours des mois suivants. La RPDC, par la bouche même de son président, Kim Il-sung, a toujours affirmé non seulement ne pas posséder l'arme atomique mais aussi ne pas avoir l'intention de la produire. Pyongyang a adhéré, en décembre 1985, au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) sous la pression de Moscou, qui expliquait qu'un tel geste encouragerait les États-Unis à retirer leurs armes atomiques de Corée du Sud. Mais, en refusant - jusqu'en janvier 1992 - de signer l'« accord de garanties nucléaires », complément du traité initial, la Corée du Nord a été soupçonnée de produire des matériaux nucléaires à usage militaire potentiel dans le réacteur de Yeongbyeon. C'est en avril 1992 que Pyongyang a ratifié cet accord. Cette longue attente de la ratification finale d'engagement, pris depuis 1985, peut laisser supposer que des délais étaient nécessaires pour préparer les installations à la première inspection de l'AIEA. Réalisée en juin 1992 par une équipe d'experts, cette première inspection a fait apparaître que le «laboratoire de radiochimie» de Yeongbyeon, présenté comme tel par les Nord-Coréens, serait, en fait, une installation nucléaire susceptible d'être transformée en «usine de retraitement».

Pyongyang a durci sa position quand l'AIEA a exigé une procédure plus contraignante que celle qui est imposée aux autres pays: des «inspections spéciales» dans des lieux non déclarés par la Corée du Nord, notamment deux sites de déchets contrôlés par l'armée, pour savoir si le pays avait accumulé plus de plutonium qu'il ne l'avait déclaré. L'impasse se prolongeant, le régime nord-coréen a voulu renforcer sa position dans les tractations avec les États-Unis pour obtenir de ceux-ci la reconnaissance diplomatique, la fin des restrictions datant de la guerre froide dans les relations économiques et l'engagement de ne pas utiliser d'armes atomiques en Corée. Le 8 mars 1993, l'état de «semi guerre» a été décrété en réponse au lancement de manœuvres américano sud-coréennes Team Spirit, et, quatre jours plus tard, la RPDC annonçait spectaculairement qu'elle se retirait du TNP. Bien que celle-ci eût suspendu ce retrait jusqu'en juin, un jour avant sa date de prise d'effet, ce geste de défi a suffi à renforcer la suspicion quant à l'existence éventuelle d'un programme nucléaire - une hypothèse inquiétante dans un pays qui n'a rien abandonné de son agressivité idéologique et à inciter l'administration américaine à contre-attaquer en brandissant le gros bâton des sanctions économiques et financières. Les tortueux pourparlers entre Pyongyang et Washington qui se sont déroulés entre fin 1993 et début 1994 se sont

focalisés sur l'ampleur et la nature des vérifications auxquelles la Corée du Nord se soumettrait avant la reprise des négociations de haut niveau. Ayant accepté, en février 1994, les inspections de l' AIEA nécessaires pour assurer le maintien en fonctionnement des équipements de contrôle déjà installés dans ses sept centres nucléaires déclarés, les Nord-Coréens ont cependant bloqué sur place, début mars, tous les contrôles qui auraient permis de vérifier les quantités de plutonium produites ou utilisées dans ses efforts pour se doter de l'arme atomique, ce qui a provoqué le durcissement de la position de Washington. Irrité par les demandes insistantes de la communauté internationale d'inspecter ses sites nucléaires, hautement suspects, Pyongyang a menacé de revenir sur son adhésion au TNP en cas de sanctions et de «répondre à la guerre par la guerre ». Enfin, le 13 juin, la RPDC a annoncé son retrait «immédiat» de l' AIEA, trois jours après l'annonce par celle-ci de la suspension de son aide technique.

Le voyage de Jimmy Carter en Corée du Nord, en juin 1994, puis la mort de Kim Il-sung, le mois suivant, et son remplacement par son fils, Kim Jong-il, avaient permis l'arrêt de l'escalade, ce qui s'était concrétisé, le 12 août, par un accord de principe prévoyant l'abandon par Pyongyang de sa filière nucléaire actuelle (graphite gaz) produisant le plutonium utilisable à des fins militaires, et la fourniture en contrepartie par un consortium international de réacteurs à eau pressurisée. En échange, Washington s'était aussi engagé à normaliser ses relations avec le régime nord-coréen. L'accord nucléaire signé le 21 octobre entre les Américains et les Nord-Coréens - appelé souvent l'« accord de Genève» - avait mis un terme à la grave crise provoquée au printemps 1994 par les autorités de Pyongyang. La Corée du Nord a fait une concession majeure en acceptant de laisser retraiter à l'étranger quelque huit mille barres de combustible irradié. L'administration américaine n'exigeait plus en retour que les installations suspectes soient inspectées immédiatement par l' AIEA, mais dans les cinq ans à dater du 21 octobre 1994. En outre, les deux pays étaient convenus d'ouvrir des «bureaux de liaison» dans leurs capitales respectives.

Le dilemme pour Kim Jong-il, fils et héritier du «grand leader» Kim Il-sung, et secrétaire général du Parti du travail de Corée depuis 1997, est de sortir le pays de l'ornière sans provoquer l'effondrement d'un régime largement bâti sur l'ignorance des réalités extérieures dans laquelle est maintenue la population. Réformer le régime en suivant le modèle chinois risque de susciter à long terme la chute du nouveau maître du pays. L'évolution notable du régime est d'ordre diplomatique. Kim Jong -il a poursuivi la partie d'échecs entamée par son père. Avec succès d'ailleurs, puisque les centrales sont en construction. La RPDC ne survit désormais que grâce à l'aide alimentaire internationale. Établir des contacts avec les États-Unis était le premier objectif des dirigeants nord-coréens, mais ceux-ci avaient

besoin pour relancer l'économie de l'aide financière et technologique des Sud-coréens et des Japonais. Pyongyang entend obtenir de Tokyo des indemnisations pour les dommages de guerre. .

Le 5 mars 1997, les dirigeants nord-coréens ont fait un pas de plus vers l'ouverture de négociations de paix dans la péninsule en participant à une réunion à New York, au cours de laquelle Américains et Sud-coréens ont exposé leur proposition d'une conférence quadripartite (les deux Corées, la Chine et les États-Unis). Celle-ci était destinée à mettre en place un mécanisme garantissant la stabilité de la péninsule qui se substituerait à l'accord d'armistice de 1953, lequel est de facto caduc depuis que Pyongyang en a délibérément violé les clauses par des intrusions répétées dans la zone démilitarisée. Cet assouplissement de l'attitude de la Corée du Nord est essentiellement dû à la situation économique catastrophique du pays, qui ne saurait être résolue sans aide extérieure. La crise alimentaire a conduit Pyongyang à négocier avec Séoul et Washington. Du 9 au 10 décembre 1997, les deux Corées, les États-Unis et la Chine ont tenu, à Genève, une première session de pourparlers historiques, lançant un processus de paix dans la péninsule coréenne, plus de quarante ans après la fin de la guerre de Corée. Dès l'ouverture des discussions, Pyongyang a demandé le retrait des 37.000 soldats américains stationnés en Corée du Sud, tandis que Washington a insisté sur une réduction de la tension et l'établissement de la confiance militaire dans la péninsule. La seconde session de conférence quadripartite s'est ouverte également à Genève du 16 au 21 mars 1998, mais elle n'a obtenu aucun résultat positif en raison de la position intransigeante du régime nord-coréen.

Le 31 août 1998, la Corée du Nord lançait au-dessus du Japon un «engin» (missile ou fusée porteuse d'un satellite) qui serait retombé non loin du port russe de Vladivostok. Ce lancement pourrait indiquer que les autorités de Pyongyang tentent de mettre au point des missiles à longue portée, de l'ordre de 6 000 kilo- mètres, qui permettraient même d'atteindre l'Alaska. Toutefois, il semble que la Corée du Nord ne soit pas parvenue, contrairement à ce qu'elle avait affirmé le 4 septembre suivant, à mettre en orbite un satellite. Cet événement a coïncidé avec la réintronisation de Kim Jong -il au poste de président de la commission de la Défense nationale. Le «missile» a provoqué alors un grand émoi au Japon, qui a servi les partisans d'un renforcement des capacités militaires nipponnes et altéré considérablement les relations entre Pyongyang et Tokyo. il a également constitué l'un des principaux points d'achoppement entre Pyongyang et Washington. Les Américains redoutent que, dans un proche avenir, les Nord-Coréens puissent fabriquer un missile intercontinental qui constituerait une menace directe pour les États-Unis.

En outre, à partir de l'été 1998, le régime nord-coréen était soupçonné d'abriter une installation nucléaire dans le site souterrain de Geumchangri (ou Kum- changri), situé à 160 kilomètres au nord de Pyongyang, en violation d'un accord de non-prolifération datant de 1994. Après plusieurs mois de négociations difficiles entre Pyongyang et Washington, les Nord-Coréens ont, en mars 1999, donné la permission aux États-Unis d'effectuer un nombre suffisant d'inspections du site suspect. Washington, pour sa part, a accepté de participer à un programme agricole bilatéral pour améliorer la production de pommes de terre en Corée du Nord, gravement touchée depuis 1995 par la famine. Les Américains, qui ont inspecté en mai suivant le site de Geurmchangri, ont estimé qu'il n'était pas approprié pour abriter une installation nucléaire.

## DEUXIEME PARTIE : L'AVENIR DE LA PENINSULE

### 21 Le problème nucléaire de la Corée du Nord

Au début des années 80, la Corée du Nord entreprend la construction par ses propres moyens d'un réacteur à uranium naturel- graphite gaz, c'est-à-dire fabriquant du plutonium, et aussi d'une usine de retraitement. Après qu'elle a refusé en 1990 les inspections de l'AIEA et menacé alors de dénoncer son adhésion au TNP, une longue négociation est entamée avec les États-Unis. Elle aboutit en octobre 1994 à un accord-cadre, aux termes duquel la Corée du Nord gèle son projet, moyennant quoi les États-Unis lui garantissent la construction d'une usine de production d'énergie électrique par réacteurs non proliférants (financée par la Corée du Sud et le Japon) et, en attendant son entrée en service, s'engagent à lui fournir 500.000 tonnes de pétrole. Tout récemment, la Corée du Nord a menacé les États-Unis de dénoncer cet accord, sous prétexte que ses modalités ne sont pas respectées effectivement; annonçant à grand fracas qu'elle détient l'arme nucléaire. Curieusement, les États-Unis ne réagissent pas brutalement à cette

annonce, alors qu'ils s'en prennent, mais jusqu'à présent assez timidement, à l'Iran, après les découvertes de ses projets clandestins en matière de prolifération, dont nous « allons parler ci-après. Auparavant, rappelons que: la Corée du Nord a également procédé récemment à un essai (raté) de lancement d'un satellite, dont le lanceur est passé au-dessus du Japon (ce qui indique que ses capacités sont de portée intermédiaire). Il est par ailleurs notoire que la Corée du Nord exporte clandestinement à travers le monde des missiles balistiques de sa fabrication. Ceux exportés dans le Proche-Orient sont de courte portée (Scud de conception soviétique améliorés) ; au Pakistan et en Iran, ils sont déjà de moyenne portée.

Au moment où nous livrons cet article, on apprend de sources officielles que la Corée du Sud vient d'avouer à l'AIEA qu'elle avait commencé à fabriquer de l'uranium de qualité militaire, ce qui laisse à penser qu'elle a entrepris sa propre prolifération pour contrer celle de la Corée du Nord.

Si nous passons maintenant au cas de la Corée du Nord, délinquant majeur en la matière depuis longtemps, on sait que des négociations se poursuivent actuellement autour d'un « deal » (comme cela a déjà été le cas en 1994 avec les États-Unis). Celui-ci comporterait, en échange d'un renoncement au nouveau programme militaire qu'elle a récemment amorcé (et même proclamé), d'une part une aide économique majeure et, d'autre part sa reconnaissance officielle en tant qu'État par les États-Unis. Ce qui est nouveau, et donc particulièrement intéressant, c'est que la Chine a accepté de piloter cette négociation, avec la participation comme précédemment des États-Unis, du Japon et de la Corée du Sud, mais aussi de la Russie. La troisième réunion des cinq États participants a eu lieu le 23 juin. Il apparaît déjà que la Chine va devenir désormais le « maître du jeu » de la contre prolifération nucléaire en Asie.

Quant aux États-Unis, ils se sont bornés à annoncer, par l'intermédiaire d'un récent discours de leur président devant une université américaine, une « Proliferation Security Initiative » qui n'apporte pas grand-chose à l'actuel dispositif international en la matière. Il ne s'agit là que de vœux pieux, semblant démontrer que les États-Unis ont renoncé à être dorénavant les « maîtres du jeu » de la contre prolifération (en tout cas par des moyens pacifiques).

Notons encore que d'autres idées plus concrètes circulent actuellement dans la communauté internationale. Nous retiendrons les deux suivantes: l'élaboration d'un TNP adapté au cas des pays qui ont déjà proliféré clandestinement (avec l'espoir qu'ils limitent leur prolifération future) ; la mise en garde des pays occidentaux, afin qu'ils prennent des précautions avant d'accepter de former des stagiaires

étrangers dans le savoir-faire nucléaire pouvant être utilisé à des fins militaires. On ne peut que constater qu'il s'agit là aussi de vœux, dont l'efficacité paraît bien illusoire.

## 22 Redéfinitions en Corée du Sud

Les tensions entre la Corée du Nord et les Etats-Unis se sont aggravées en octobre 2002, quand Washington a décidé de mettre fin à l'envoi de pétrole négocié par l'ex-président William Clinton en échange du gel du programme nucléaire nord-coréen. En relançant ce programme, en remettant en marche ses installations et en se retirant du Traité de non-prolifération nucléaire (le 10 janvier 2003), la Corée du Nord, placée par M. George W. Bush sur la liste des pays faisant partie de l'« axe du mal », et donc victime potentielle d'une « attaque préventive », a pris les devants. Après une première approche belliqueuse, l'administration Bush a annoncé le 13 janvier 2003 qu'elle est disposée à « parler » avec Pyongyang, mais uniquement pour évoquer le démantèlement du programme d'armes nucléaires. Début février, les Etats-Unis ont annoncé l'envoi de 24 bombardiers B-52 et B-1 dans l'île de Guam, dans le Pacifique, pour intervenir si besoin était dans la péninsule coréenne. Mais, le 25 février, le secrétaire d'Etat Colin Powell annonçait l'envoi de 100.000 tonnes d'aliments à la population nord coréenne avant la fin de l'année.

Dans ce contexte, la Corée du Sud, où stationnent 37.000 militaires américains, se retrouve en première ligne. Or, à quelques heures de la prise de fonction de son nouveau président, M. Roh Moo Hyun, la Corée du Nord a tiré un missile en mer du Japon, provoquant une alerte militaire à Séoul. Dans ce pays, la victoire surprise de M. Roh Moo Hyun lors des élections présidentielles du 19 décembre 2002 marque un tournant. Reflet d'une évolution sociologique importante, elle va modifier le comportement du pays tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Alors que le processus de démocratisation paraissait en panne, les résultats électoraux soulignent au contraire que la démocratie sud-coréenne est en marche et que le pays est en train d'acquiescer une autonomie internationale, en particulier vis-à-vis des Etats-Unis. Désirant introduire des modifications à l'accord qui régit la présence des troupes américaines sur le territoire national, M. Roh est également partisan du dialogue avec la Corée du Nord.

Contrairement à ses prédécesseurs, le nouveau président Roh Moo Hyun n'appartient pas aux élites traditionnelles. Il n'est pas lié aux groupes d'intérêt institués qui ont dominé la politique sud-coréenne pendant des décennies et qui sont fortement imbriqués dans l'establishment sécuritaire américain. Comme

l'indiquent ses premières déclarations, cet homme indépendant peut dire «non» aux forces - tant internes qu'externes - qui contrôlent la Corée du Sud depuis 1945.

Ce changement important explique la nervosité des acteurs dominants. Prise de court, l'administration de M. George W. Bush fait face à une équipe qui n'accepte pas automatiquement son leadership. Les relations bilatérales sont fragiles, alors que croît en Corée du Sud un sentiment anti-américain tenant à la lourde présence de forces armées américaines au coeur de la capitale, Séoul, et à la politique incohérente de Washington vis-à-vis de la Corée du Nord.

Sur le plan interne, les deux partis politiques dominants, le Grand parti national (conservateur) et le Parti démocratique du millenium actuellement au pouvoir, dont M. Roh est membre (mais pas un des caciques), ont eux aussi été «secoués» par ce résultat électoral imprévu. Ils essaient d'en tirer les conséquences, tout comme les Chaebols (les conglomérats économiques), qui craignent que le nouveau président ne réduise leur pouvoir. Quant aux médias conservateurs, ils affûtent déjà leurs armes.

Comment M. Roh a-t-il réussi sans véritable soutien institutionnel? Pour l'essentiel, sa victoire tient aux transformations de la société: la démocratisation, le changement générationnel, et l'affirmation d'aspirations et de revendications nouvelles. Ceux qui ont aujourd'hui la trentaine, et qui auparavant avaient systématiquement boycotté la politique et les élections (8 scrutins en 10 ans), se sont, cette fois, massivement impliqués à travers des forums Internet et des réseaux informels. De plus, leur mobilisation collective lors des manifestations de masse des derniers mois contre la présence militaire américaine, et aussi, à un autre niveau, leurs manifestations à l'occasion de la coupe du monde de football à Séoul, en 2002, leur ont donné confiance en leurs capacités à changer la politique en utilisant les moyens nomades des technologies de l'information.

Grandie dans l'après-guerre froide, quand le pays devenait une puissance high tech moderne et démocratique, cette génération imagine son avenir autrement que ne le faisaient les générations précédentes. Elle est libérée de la mentalité défaitiste appelée « Hahn pysche », elle veut rendre le pays respectable et respecté.

Cela a des implications considérables pour la relation entre la Corée du Sud et les Etats-Unis. Dans le passé, la première se pliait à la politique sécuritaire régionale unilatéralement définie par Washington.

Désormais ce ne sera plus le cas. Comme l'a affirmé M. Roh à maintes reprises, «les Etats-Unis doivent prendre en considération la Corée du Sud lorsqu'ils formulent des politiques concernant la Corée du Nord, puisque le Sud serait la première victime d'un conflit entre les Etats-Unis et Pyongyang ». De fait, un grand nombre de Sud-coréens ne font plus confiance aux Etats-Unis en tant que garants de la paix dans la péninsule, comme en témoignent les manifestations de masse des derniers mois. Ce qui se passe avec l'Irak les inquiète et ils se demandent ce que la politique américaine leur réserve. La position indépendante adoptée par M. Roh à l'égard de Washington a non seulement favorisé son élection, mais recueille un soutien croissant dans le pays. Bref, la population a estimé que sa politique allait contribuer à promouvoir la paix en Asie du Nord-Est et favoriser la réconciliation entre le Nord et le Sud.

Ainsi, la Corée du Sud a-t-elle demandé le 25 janvier à l'Organisation internationale de l'énergie atomique (OIEA), de suspendre une réunion d'urgence prévue par celle-ci le 3 février pour analyser la situation en Corée du Nord. Cette réunion ayant pour but de remettre un rapport au Conseil de sécurité des Nations unies, susceptible de déboucher sur des sanctions à l'égard de Pyongyang, Séoul demande un plus long délai afin de trouver une solution diplomatique. Cette réunion devrait finalement avoir lieu le 12 février.

Cependant, aussi décisives soient-elles, les questions de sécurité régionale et la réunification ne sont pas les seuls défis que doit affronter la Corée du Sud. La crise financière de 1997-1998 a bouleversé la donne dans les domaines économique et social et l'une des questions clés demeure l'avenir des Chaebols. Faut-il démanteler les conglomérats pour approfondir la démocratisation? Faut-il au contraire les protéger au nom de l'intérêt économique national? Dans ce débat crucial pour l'avenir économique du pays, le nouveau président semble avoir tranché en faveur du démantèlement, alors même que celui-ci devrait entraîner la mise sous contrôle d'importants groupes industriels et financiers par des investisseurs internationaux.

Paradoxalement, alors qu'il tente de s'affranchir des Etats-Unis sur le plan sécuritaire, sa politique économique, si elle est mise en oeuvre, se traduira par une dépendance plus forte envers Wall Street. Ce n'est pas un hasard s'il a reçu, trois jours avant les élections, le soutien de l'agence d'information financière de Wall Street, Bloomberg.

La pression économique externe constitue également un problème réel. Après la crise de 1997-1998, le Fonds monétaire international a poussé Séoul à ouvrir ses marchés. Cela a conduit à un accroissement massif de la participation étrangère dans le système économique sud-coréen, en particulier le secteur bancaire. Les investisseurs étrangers détiennent désormais des positions dominantes dans six des neuf banques commerciales (avec 40 % à 70 % des parts). Evidemment, dans un système mondial interdépendant, la Corée du Sud, qui dépend de façon significative des marchés extérieurs, ne peut pas se fermer au monde. Cependant, les prises de contrôle étrangères sont en train de modifier le système économique national.

Les exigences de rentabilité à court terme de ces investisseurs étrangers n'est pas sans effets sur le système social traditionnel puisqu'elles ont un impact négatif majeur sur l'emploi. Elles menacent notamment l'emploi à vie, trait fondamental du système social coréen. A présent, 60 % des salariés occupent des emplois précaires, l'écart entre les revenus croît rapidement et on note une pénurie d'emplois qualifiés pour les jeunes entrant sur le marché du travail. Ce sont là les résultats « naturels » et délétères des réformes économiques néolibérales mises en œuvre depuis 1998. Or, comme son prédécesseur, le président Kim Dae Jung, M. Roh pense que la démocratisation passe par la poursuite de cette politique.

La Corée du Sud a dû sa réussite économique à une politique industrielle dirigiste où l'Etat jouait un rôle de chef d'orchestre et favorisait sélectivement certains secteurs. Le pays n'a, en réalité, jamais mis en œuvre les politiques libérales dites du consensus de Washington pendant les années de forte croissance. Au contraire, il a protégé ses marchés et subventionné les industries stratégiques en favorisant les compagnies locales. Dans un certain sens, l'Etat était le président directeur général de Coreia Inc. Il dirigeait l'allocation des ressources des banques au secteur privé. Aujourd'hui, il se désengage au profit des marchés internationaux. Cela affaiblit la position du capitalisme familial et patriarcal traditionnel et pourrait compromettre la capacité du pays à maîtriser son destin économique.

Tandis que les Coréens s'acheminent difficilement vers une réunification à long terme et que le pays se dégage des paradigmes de guerre froide, ils se trouvent confrontés au besoin de redéfinir leur relation avec les Etats-Unis et de réinventer un modèle économique et social national pour le rendre compatible avec une démocratie jeune et vibrante.

## 23 Les relations intercoréennes face aux entraves géopolitiques

Bien que la guerre froide ait pris fin en Europe il y a déjà plus de dix ans, son lourd héritage pèse encore sur la Corée. Les relations intercoréennes, menacées par de graves oppositions, n'ont jamais autorisé ni compromis, ni concessions, éléments pourtant essentiels à la constitution d'un régime de paix. Aujourd'hui encore, comment peut-on expliquer la constance du dualisme coréen un demi-siècle après la guerre de Corée et après le changement radical de l'environnement international ?

Après la guerre de Corée, qui fit cinq millions de morts (trois au Nord, deux au Sud), le risque d'une nouvelle guerre restait très présent: bien qu'un tel conflit eût peu de probabilités d'être le résultat d'une tension entre les grands, l'étincelle pouvait provenir des contradictions nées de la division nationale. À ce moment, la question de l'unification nationale fut monopolisée par les organisations gouvernementales au sud comme au nord de la Corée, servant même parfois à renforcer leur régime politique. Cependant, l'évolution de l'environnement international, le développement économique sud-coréen dans les années soixante et le désir du pouvoir de Park Chung-hee motivèrent son gouvernement à prendre des mesures pour améliorer les relations intercoréennes au début des années soixante-dix. Cela aboutit au communiqué commun Nord-sud du 4 juillet 1972.

### 231 Deux rêves dans un même lit

Alors, pourquoi le communiqué commun du 4 juillet 1972 n'a-t-il pas connu le moindre début d'application de ses clauses? La Corée du Nord le considéra comme le résultat de l'acceptation par la Corée du Sud de sa conception de la politique d'unification. En fait, les autorités nord-coréennes firent de nombreuses propositions au Sud en vue d'une prétendue «unification pacifique», d'après leur stratégie de «front national uni», alors qu'en vérité elles se préparaient à une attaque militaire contre le Sud. Le gouvernement de Park Chung-hee, quant à lui, adopta une attitude négative face aux propositions nord-coréennes. Avec un programme politique lancé sous le slogan: «La construction d'abord, l'unification après», il demanda clairement au peuple sud-coréen de mettre en suspens la question de l'unification jusqu'à ce que l'économie du Sud ait rattrapé celle du Nord.

La Corée du Nord avait pris l'offensive contre la Corée du Sud dès la fin des années soixante car la capacité défensive de cette dernière s'était trouvée affaiblie par l'envoi de troupes au Viêt-nam. De plus,

le plan de réduction des troupes américaines en Corée envisagé par la doctrine de Nixon, et le retrait de la 7<sup>e</sup> division des États-Unis fut achevé en mars 1971. Les autorités sud-coréennes connurent alors leur plus grande crise. D'ailleurs, la visite de Kissinger en Chine au mois de juillet 1971, la conférence de Nixon et de Zhou En-lai à Pékin en février 1972, la conférence au sommet américano-soviétique en mai 1972 et la déclaration des douze principes de la coexistence pacifique suffirent à bouleverser le système dualiste coréen.

Dans une telle situation, les facteurs internes à la Corée du Sud jouèrent un rôle important dans les changements de sa politique à l'égard du Nord. Comme la Corée du Sud connaissait une supériorité économique sur le Nord à la fin des années soixante grâce à sa politique de développement, Park Chung-hee prit suffisamment d'assurance pour proposer au Nord de se lancer dans une « concurrence de bonne volonté » dès 1970. Park Chung-hee, qui fut élu pour la troisième fois après avoir modifié non sans mal la clause constitutionnelle sur la limite d'éligibilité à deux fois, avait besoin d'un coup de théâtre pour prolonger son pouvoir. L'évolution radicale sur la question de l'unification servit son dessein.

Le communiqué commun Nord-sud du 4 juillet 1972 fut possible grâce au changement de la politique sud-coréenne. Quelle était la position des autorités nord-coréennes ? La réponse est donnée par Kim Il-sung en 1972, dans l'« ordre de combat du 25 Septembre » : « Nous devons considérer le dialogue ou la négociation comme une forme tributaire de l'attaque révolutionnaire pour mettre l'ennemi dans l'embarras . » Cela montre combien les autorités nord-coréennes considérèrent le communiqué commun du 4 juillet comme un prolongement de leur politique déjà existante à l'égard du Sud. Elles pensèrent que les activités du Comité de coordination Nord- Sud « coréaniseraient » le problème intercoréen, accéléreraient le retrait des troupes américaines et serviraient l'aboutissement de la révolution communiste en Corée.

Il ne fallut pas beaucoup de temps aux autorités nord-coréennes pour comprendre que le communiqué commun servirait de base à la coexistence pacifique entre le nord et le sud de la Corée. En effet, elles ne voulaient en aucune façon l'institutionnalisation du statu quo sans un changement radical des rapports de force dans la péninsule coréenne, parce que cela rendrait difficile l'unification communiste. C'est pourquoi, ayant estimé que le Comité de coordination Nord-sud tiendrait lieu d'appareil institutionnel pour une coexistence pacifique, les autorités nord-coréennes voulurent l'anéantir.

Comme elles ne pouvaient guère interrompre unilatéralement le dialogue intercoréen, elles se trouvèrent dans une situation embarrassante. Au même moment, les agents du Service central de renseignements de Corée du Sud kidnappèrent Kim Dae-jung, ennemi politique de Park Chung-hee, et l'emmenèrent de Tokyo à Séoul durant l'été 1973. Le 28 août 1973, le délégué responsable nord-coréen du Comité de coordination se servit alors de cet événement, dans lequel Lee Hu-rak, directeur du Service central de renseignements et délégué responsable sud-coréen du Comité de coordination, était impliqué, pour suspendre tout dialogue intercoréen. D'un autre côté, le Nord se rapprocha des États-Unis afin de conclure un accord de paix.

## 232 La fin de la guerre froide et les tentatives coréennes pour établir un régime de paix

Le développement politique au sud de la Corée offrit plus d'espace et de dynamisme aux initiatives populaires pour retrouver l'unité nationale. Cela poussa les trois derniers gouvernements du Sud à adopter une attitude positive envers le Nord. Par ailleurs, la fin de la guerre froide et la chute des régimes communistes en Europe de l'Est encouragèrent les autorités des deux Corées à entreprendre sous un nouveau jour des relations différentes.

À la fin de l'année 1988, les autorités des deux Corées tentèrent un dialogue intercoréen pour la première fois depuis la signature du communiqué commun Nord-sud du 4 juillet 1972. En 1990, cela aboutit aux pourparlers entre Premiers ministres, dit « Pourparlers de haut niveau entre le nord et le sud de la Corée », qui aboutirent à l' « Accord sur la réconciliation, la non-agression et les échanges et la coopération entre le Nord et le Sud » (aussi appelé l' « Accord de base intercoréen ») en 1991 et à ses protocoles l'année suivante.

Cet accord fut interprété comme le résultat d'un changement radical des rapports de force autour de la péninsule coréenne, causé par la chute de l'Union soviétique et le changement d'attitude de la Chine envers la Corée du Nord. En effet, la Chine exhorta le Nord à entreprendre des réformes et à pratiquer une politique d'ouverture tout en réduisant son aide. On sait maintenant qu'il est plutôt l'aboutissement de la tactique nord-coréenne en vue d'obtenir la paix: accord de non-agression avec la Corée du Sud et accord (ou traité) de paix envers les États-Unis.

Pourtant, les autorités nord-coréennes furent motivées par la nécessité de stabiliser les relations intercoréennes pour créer une ambiance favorable à la succession du pouvoir. Elles attendaient également une indemnité de la part du Japon après la normalisation diplomatique avec ce pays. Cette indemnité servirait à améliorer leurs ressources financières pour sortir de la crise économique. De même, elles projetaient de normaliser les relations diplomatiques avec les États-Unis dans l'espoir de voir les troupes américaines se retirer du sol coréen, ces deux derniers souhaits n'étaient réalisables qu'avec le développement réel des relations intercoréennes.

Dans l'Accord de base intercoréen, les deux autorités coréennes se sont reconnues l'une et l'autre pour se réconcilier et pour se mettre d'accord sur certains points, comme le respect du système politico social de la partie adverse, la non-intervention dans les affaires internes, pas de calomnies, ni de tentative de renversement à l'encontre de l'autre. Les deux parties consentirent à transformer l'armistice actuel en un état de paix durable.

Pour mettre en œuvre la garantie de non-agression, les deux Corées décidèrent de constituer une Commission militaire commune qui servirait de terrain d'entente militaire et permettrait la réduction de l'armement. Afin d'éviter des affrontements armés accidentels et la montée de violence qui en découle, elles s'accordèrent pour installer un téléphone rouge entre les responsables militaires des deux camps.

Dans le but d'un développement intégré et équilibré entre les économies des deux Corées, et de l'augmentation du bien-être de l'ensemble du peuple coréen, des échanges et coopérations économiques furent décidés. De même, les deux Corées se mirent d'accord sur des échanges et des coopérations dans divers domaines: science, technologie, éducation, art, sport, environnement, publications, journalisme, etc.

D'après l'Accord de base, le Nord et le Sud auraient dû permettre aux résidents des deux camps de circuler librement sur tout le territoire coréen et de pouvoir se contacter sans contrainte. De même, ils auraient dû autoriser la correspondance, les visites et les réunions libres entre les membres des familles dispersées. Les deux Corées étaient également convenues de relier leurs voies de chemin de fer et leurs routes, d'ouvrir de nouveaux passages maritimes et aériens, et de coopérer dans l'arène internationale.

Ayant institutionnalisé les relations intercoréennes pour la première fois depuis la guerre de Corée, le peuple coréen avait construit les fondations légales sur lesquelles il pourrait s'appuyer pour éliminer les vestiges du conflit et constituer un régime de paix.

Cependant, les accords ne furent pas mis en pratique, d'une part, en raison de la suspicion internationale à l'égard du développement nucléaire nord-coréen et, d'autre part, à cause du refus sud-coréen de présenter des condoléances à la mort de Kim Il-sung.

Face à cet échec, il existe une différence profonde dans les perspectives des deux autorités coréennes au sujet du régime de paix. En s'appuyant sur la logique que la guerre de Corée a été déclenchée par les «impérialistes américains», les autorités nord-coréennes ont prétendu conclure un accord (ou un traité) de paix avec les États-Unis. Avant d'arriver à cet accord final, elles pactisèrent avec les «agents des impérialistes» (les autorités sud-coréennes) pour signer l'Accord de base intercoréen. Il est logique et cohérent que le Nord attende le retrait des troupes américaines de la Corée afin d'achever la révolution communiste en Corée. Telle est sa conception de l'unification nationale.

Quant au gouvernement de Roh Tae-woo, il essaya d'appliquer des mesures de confiance aux relations intercoréennes d'après le modèle du CSCE. Il réussit partiellement à les inscrire dans l'Accord de base. Pourtant, les mesures de confiance ne purent donner aucun résultat tant que les points de vue du Nord et du Sud continuèrent à diverger de la sorte. C'est ainsi que le gouvernement de Kim Young-sam, avec le soutien du gouvernement Clinton, proposa la conférence à quatre (les deux Corées, les États-Unis et la Chine) en avril 1996 afin de réduire les différences de perspectives du Nord et du Sud. Il était présumé que cette conférence quadripartite pourrait combiner le schéma de paix nord-coréen et celui des Sud-coréens, qui supposait un accord de paix entre les deux Corées garanti par les États-Unis et la Chine.

Afin de justifier la nécessité de conclure un accord de paix avec les États-Unis, les autorités nord-coréennes prirent une série de mesures pour anéantir l'Accord d'armistice de la guerre de Corée dès le début des années quatre-vingt-dix: l'expulsion des délégations de la commission de Surveillance des nations neutres (polonaise et tchécoslovaque) et la fermeture de leur bureau, le retrait de la délégation nord-coréenne de la Commission d'armistice militaire (CAM) après une longue absence, la demande faite à la Chine du retrait de sa délégation de la CAM, le refus de laisser entrer les troupes de l'ONU dans la partie nord-coréenne de la zone de sécurité commune, les manifestations armées dans la zone

démilitarisée, etc. Toutefois, les autorités nord-coréennes finirent à la fin de l'année 1997 par participer à la conférence à quatre afin de se rapprocher de leur schéma de paix.

Les autorités sud-coréennes participèrent à la conférence avec un programme assez vague. Elles voulaient conclure avec les autorités nord-coréennes un accord de paix visant à remplacer l'Accord d'armistice de la guerre de Corée. Une fois ce pacte conclu, elles avaient l'intention de s'appuyer sur l'Accord de base inter-coréen pour constituer un régime de paix, ce qui aurait fait alors de l'Accord de paix une simple reprise de l'Accord de base intercoréen. Afin d'éviter une telle répétition, l'Accord de paix pourrait en fait renvoyer aux clauses de l'Accord de base.

L'insuffisance des possibilités d'autodéfense sud-coréenne, surtout- dans les domaines du contrôle, de la commande, de la communication et des renseignements, ajoutée à la volonté des États-Unis de garder leur tête de pont en Corée, empêcha le retrait des troupes américaines.

Pour cette raison, les participants à cette conférence quadripartite ne parvinrent pas à arrêter les sujets de délibération pour constituer le régime de paix en Corée, même au bout de six séances officielles étalées sur deux ans. Cet échec était pré- visible dans la mesure où les autorités nord-coréennes n'y trouvent pas d'intérêt économique, comme c'est le cas avec la KEDO (Korean peninsula Energy Development Organization). D'ailleurs, elles continuent les pourparlers bilatéraux avec les États-Unis dans les autres occasions.

### 233 La politique des rayons solaires

À présent, la situation de crise qui menace la direction nord-coréenne est le plus grand obstacle au développement des relations intercoréennes. En effet, la crise économique et sociale a fait perdre son assurance au Nord devant les propositions sud-coréennes pour la paix. Dans la mesure où le marasme économique nord-coréen est l'aboutissement de la politique de juche, qui détruit l'infrastructure industrielle et agricole depuis des années, la sortie de crise implique l'application d'une politique de réformes et d'ouverture. Cependant, la crise au sein du contrôle social empêche la mise en pratique d'une telle politique.

D'après une recherche effectuée à l'Institut de recherche de l'unification nationale de Séoul fondée sur le critère de crise créé par Z. Brezezinski pour estimer l'état général des pays de l'Europe de l'Est, la crise nord-coréenne est bien plus grave que celle de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie juste avant leur chute. La politique d'ouverture déstabiliserait l'équilibre social et entraînerait la chute du régime politique. Au contraire, la démocratisation sud-coréenne dès la fin des années quatre-vingt, surtout après la prise du pouvoir par Kim Dae-jung, a renforcé le régime politique sud-coréen et amoindri pour les autorités nord-coréennes la principale cible de leurs attaques.

Le déséquilibre de la situation actuelle et l'idéologie militante nord-coréenne empêchent toute progression dans les initiatives de paix. Dans cette perspective, le gouvernement de Kim Dae-jung applique une politique d'engagement, dite «politique des rayons solaires», envers la Corée du Nord. L'idée en a été tirée d'une fable d'Ésope, «La Compétition entre le soleil et le vent pour faire enlever son manteau à un passant». C'est-à-dire qu'il est plus efficace d'adopter une attitude tolérante qu'une attitude ferme ou répressive pour entraîner des réformes et l'ouverture au Nord.

Mais les autorités nord-coréennes persistent encore à exclure le gouvernement sud-coréen et à discuter seulement avec les États-Unis au sujet de la question coréenne. De même, elles appliquent leur «politique à deux voies» à l'égard de la Corée du Sud. Cela signifie, d'une part, qu'elles envoient au Sud des commandos sous-marins ou qu'elles ne reculent même pas devant une véritable bataille navale pour maintenir la tension dans les relations intercoréennes et dans leur société afin de maximiser la capacité de mobilisation populaire sous un régime inefficace, d'autre part, qu'elles profitent des dialogues et des coopérations inter-coréens pour accumuler des avantages en matière économique.

Dans ce contexte, le mont Kumgang, situé loin de la région centrale nord-coréenne, a été ouvert au tourisme sud-coréen dès novembre 1998. En un an, près de cent quarante mille touristes sud-coréens ont visité ce paradis - autrefois interdit -, malgré la crise financière qui menaçait le Sud. Grâce à cette initiative, les autorités nord-coréennes ont pu gagner presque 200 millions de dollars américains. De même, elles envisagent d'autoriser l'investissement du conglomérat Hyundai pour exploiter deux zones industrielles, à Sineuiju et à Tongcheon.

D'ailleurs, il faut noter que la Corée du Nord profita, de la part du Sud, de diverses aides financières d'un montant, en dollars américains, de 47.230.000 en 1997, de 31.858.000 en 1998 et de 45.380.000 en 1999.

Pourtant, le peuple sud-coréen souhaite fortement que le gouvernement de Kim Dae-jung résolve les questions humanitaires dans les relations intercoréennes. Entre autres, la réunion des membres de familles séparées, le rapatriement des prisonniers de guerre sud-coréens retenus au Nord et des Sud-coréens kidnappés par le Nord après la guerre, l'application des droits de l'homme pour les deux cent mille prisonniers politiques dans les camps d'internement et les centaines de milliers de réfugiés nord-coréens en Chine qui fuient vers le Sud pour des raisons socio-économiques. Ces questions constituent un dilemme pour le gouvernement de Kim, qui cherche à entraîner les autorités nord-coréennes à accepter des pour-parlers officiels.

## 24 Le choix coréen

### 241 Le renforcement de la capacité diplomatique

Il est d'une importance capitale dans la recherche de la sécurité nationale d'assurer la capacité à se défendre. Mais cela reste sans doute limité, en considération de la situation particulière dans la péninsule coréenne ainsi que de la position faible du pays. Ainsi, dans un pays péninsulaire comme la Corée du Sud, entouré de puissants voisins, l'assurance de la sécurité d'État par les efforts diplomatiques est très importante. Le renforcement de la capacité de protection militaire comme unique moyen n'est pas suffisant pour sa défense nationale. C'est pourquoi il faut combiner celle-ci avec la stratégie diplomatique afin que la Corée du Sud puisse jouer un rôle important dans la région. D'abord, en tant que pays le plus faible de l'Asie du Nord-est, la Corée du Sud doit parvenir par ses propres moyens à maintenir son territoire et à survivre. Ensuite, pour arriver à un État réunifié dans l'avenir, elle a besoin d'une stratégie diplomatique plus dynamique à l'égard des pays voisins. Enfin, compte tenu de sa position géopolitique dans la région, elle pourrait avoir un rôle actif entre les quatre puissances dans le cadre de l'établissement de l'équilibre politico-militaire.

Pour renforcer la capacité diplomatique, comme les options stratégiques du gouvernement sud-coréen, on peut esquisser trois stratégies: le renforcement de l'alliance, le maintien de l'équilibre de la région et le renforcement de la coopération pour la sécurité multilatérale.

Premièrement, l'alliance bilatérale avec les États-Unis était pour la Corée du Sud le pivot du maintien de sa sécurité pendant la guerre froide. À l'avenir, les États-Unis continueront à jouer un rôle majeur en matière de management des relations entre la Corée du Sud et la Corée du Nord et pour l'unification des deux Corées. Par ailleurs, même si l'alliance avec les États-Unis se poursuit, il est nécessaire que la Corée du Sud maintienne une alliance indirecte avec le Japon et ait des relations avec la Chine en tant que partenaire. Surtout, le développement de la coopération trilatérale entre les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud pourrait être défini comme un exemple de cette approche.

Deuxièmement, dans le cadre du système de l'équilibre entre les quatre puissances de l'Asie du Nord-est, la Corée du Sud devrait mettre en valeur l'avantage géopolitique du pays situé entre les puissances maritimes et continentales - le Japon en tant que puissance maritime; la Russie et la Chine comme puissances continentales. De surcroît, elle devrait prendre un rôle comme pays médiateur. La Corée du Sud doit chercher un management des deux Corées qui puisse faire participer la Corée du Nord à la société internationale afin de promouvoir l'unification. Ainsi, elle devrait accueillir la naissance du système de sécurité multilatéral en Asie du Nord-Est. Aux yeux du gouvernement sud-coréen, ce système multilatéral est le meilleur moyen d'arriver à la réunification. Par ailleurs, il convient que le gouvernement coréen participe à la politique de réduction des armements et également renforce la politique de la maîtrise des armements dans la région.

La politique de sécurité traditionnelle de la Corée du Sud était de faire alliance avec des grandes puissances. Mais, à cause du recul de ces grandes puissances, une politique de sécurité dépendante ne peut plus assurer la sécurité nationale. C'est pourquoi il faut - troisièmement - diminuer les influences que les grandes puissances exercent sur la péninsule coréenne, par le biais de négociations variées et de traités d'amitié. Il est bien entendu que cela demandera des capacités diplomatiques très développées. Mais, de cette manière, en localisant le problème de la Corée dans le seul contexte Nord-sud, on pourrait assurer l'accélération du mouvement pour la réunification des deux Corées.

Face aux stratégies militaires des quatre puissances en Asie du Nord-est, celle de la Corée du Sud soulève au fond la question de l'indépendance de la défense nationale. Bien que l'importance de la diplomatie et de la politique d'amitié avec les pays voisins ne puisse jamais être négligée, l'objectif de la politique de sécurité du gouvernement sud-coréen revient à assumer une sécurité nationale indépendante. L'histoire de la Corée du Sud montre que la question de la défense nationale est une « tâche indépendante », La défense indépendante ne peut pas reposer sur l'aide de pays amis, quel que soit le dévouement de ceux-ci. Nous proposerions donc un modèle coréen de stratégie militaire: la stratégie activement défensive centrée sur la diplomatie. Autrement dit, nous proposons une stratégie de défense active pour la survie de l'État, stratégie en même temps centrée sur le renforcement de la capacité diplomatique.

Comment un pays faible comme la Corée du Sud peut-il établir sa stratégie de survie, une stratégie propre, certaine, indépendante de la logique des puissants de l'Asie du Nord-est ? Beaucoup plus d'études devraient se faire sur des théories de stratégie de défense adaptées aux pays faibles, lesquels constituent la grande majorité des pays de ce monde. Il faudrait, pour la défense du pays, en plus d'établir la stratégie militaire appropriée, posséder des moyens pour l'exécuter. En effet, la difficulté à posséder des moyens pour la défense des pays faibles pourrait beaucoup restreindre l'établissement d'une stratégie indépendante.

La Corée du Sud pourrait rééquilibrer militairement la région en modernisant ses propres forces et en acquérant des armes de pointe perfectionnées au lieu d'armes conventionnelles démodées. Par ailleurs, en utilisant l'hégémonie régionale des États-Unis et le rôle de l'ONU, il faut éviter des conflits dans la région. Sur ce point, on se demande comment posséder des armes de pointe sans provoquer la course aux armements avec les pays voisins. Mais cette question serait traitée dans le cadre de la prévention de la prolifération des armes de destruction massive et du renforcement des organismes régionaux ou internationaux pour maîtriser les armements. Notamment, la Corée du Sud devrait avoir pour objet de prévenir le développement des armements nucléaires de la Corée du Nord

## CONCLUSION

Comme nous l'avons vu jusqu' à présent, la Corée est depuis longtemps l'objet de l'intérêt des grandes puissances du fait de sa position géopolitique. Le fait que l'Asie- à la différence de l'Europe- n'ait pas tout à fait tourné la page de la guerre froide peut être expliqué par le maintien du découpage de la péninsule coréenne. La sécurité de cette péninsule est indispensable à celle de l'Asie du Nord-Est. De plus, au cours de la formation du nouvel équilibre des forces, son importance s'est encore renforcée. Les relations actuelles entre la Corée du Sud et du Nord présagent un accroissement progressif des échanges par les deux gouvernements récents. Malgré tout, quand on considère l'attitude de la Corée du Nord concernant l'arme nucléaire, il est difficile d'espérer que les relations entre les trois États s'améliorent rapidement. Mais on peut s'attendre à des progrès, en particulier si le gouvernement de M. Kim et M. Roh poursuivent sa politique de conciliation avec la Corée du Sud à quelques difficultés pour résoudre le problème nucléaire tout seul. Il n'y a pas de moyens effectifs et forts. L'alliance avec les États-Unis et la collaboration avec autres puissances sont indispensables. La péninsule coréenne toujours est un devoir important et urgent dans l'Asie de l'Est. Le nouvel concept de l'alliance a été demandé en la Corée du Sud. Mais les États-Unis est l'axe vital et seul pour la sécurité de la Corée du Sud. Encore les deux Corée toujours étaient un pays jusqu' en 1945.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages en français

- Morgenthau H. J., *politics Among Nayions*, knopf, New York, 1965
- Marcel DUVAL, *Quel avenir pour la contre-prolifération nucléaire ?*, Défense nationale, Octobre 2004
- Paul Gautier, *Les racines de l'hégémonie américaine*, n86 , Géopolitique, 2004
- Jacques de GOLDFIEM, *ASIE <COREE DU SUD : UN NOUVEAU PRESIDENT SUR FOND DE CRISE>*, Défense nationale, MARS 2003
- JOTAUX F., *Géopolitique de l'Extreme-Orient*, t. I, et 2, Editions Complexes, Paris 1991, p.74

### Ouvrages en corée

- Bae Jung-ho, *< La situation urgente de Corée et l'accroissement du role militaire du Japon selon l'expansion du systeme dela garantie sécurité entre l'Amérique et le Japon.>*Revue de science politique de la Corée du Sud, 1998

### Ouvrages en anglais

- SANGER D. E.,*<Two Korens Agree to Hold Summit Meeting on Nuclear Issue>*, New York Times, 19 juin 1994, p.1et 12.
- CHEONG Seong-chang, *Idéologie et système en Corée du Nord. De Kim Il-sung à Kim Chung-il*, L'Harmattan, Paris,1997

## TABLE DES MATIÈRES

### INTRODUCTION

#### I. La péninsule coréenne en Asie du Nord-Est

##### 11. Les origines de la division et la guerre de la Corée

###### 111. Les origines de la division

###### 112. La guerre de Corée

##### 12. La stratégie militaire des quatre puissances dans la région

###### 121. Les États-Unis

###### 122. La Russie

###### 123. La Chine

###### 124. Le Japon

##### 13. La recherche des nouveaux rapports de la Corée du Nord avec les puissances

###### 131. Le relâchement des rapports avec la Chine et la Russie

###### 132. Le dialogue direct avec les États-Unis

## II. L'avenir de la péninsule

21. La problématique nucléaire de la Corée du Nord

22. Les redéfinitions en Corée du Sud

23. Les relations intercoréennes face aux entraves géopolitiques

231. Les deux rêves dans un même lit

232. La fin de la guerre froide et les tentatives coréennes pour établir un régime de paix

233. La politique des rayons solaires

24. Le choix de la Corée

241. Le renforcement de la capacité diplomatique

242. Vers une nouvelle stratégie militaire

## CONCLUSION

